

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2008

- BILAN
- COMPTE DE RESULTATS
- AFFECTATION DU RESULTAT
- ANNEXES
- TABLEAU DES 5 DERNIERS EXERCICES
- TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE
- RAPPORT DE GESTION
- ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT
- RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

A. --
Comptes
sociaux.

I. -- Bilan au 31
Décembre 2008
(En euros.)

Actif	31/12/2008			#####
	Brut	Amts	Net	Net
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles :				
fonds commercial	279		279	279
autres immobilisations incorporelles	26	24	2	2
Immobilisations corporelles :				
terrain	2492		2492	2492
constructions	6301	3865	2436	2372
installations techniques materiel	1502	1443	59	81
autres immobilisations corporelles	154	121	33	36
Immobilisations financières :				
Participations	205		205	205
Total	10959	5453	5506	5467
Actif circulant :			0	0
Stocks	7		7	7
Créances :	13		13	8
Autres créances	221		221	44

Divers :			0	0
valeurs mobilières de placements	2127	309	1818	1817
Disponibilités	15		15	134
Charges constatées d'avance			0	0
Total	2383	309	2074	2010
Total actif	13342	5762	7580	7477

Passif	#####	#####
Capitaux propres :		
Capital social ou individuel	2913	2913
Ecart de réévaluation	2433	2433
Réserve légale	156	147
Réserves réglementées	284	284
Autres réserves	30	30
Report à nouveau	840	800
Résultat exercice	186	182
Total	6842	6789
Autres fonds propres		
Total		
Provisions pour risques et charges	41	39
Total	41	39
Dettes :		
Emprunts	183	177
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	154	204
Autres dettes fiscales et sociales	360	268

Autres dettes		
Total	697	649
Comptes de régularisation :		
Ecarts de conversion passif		
Total passif	7580	7477

**FINANCIERE ET IMMOBILIERE DE L ETANG DE BERRE
MEDITERRANEE**

Capital : 2.913.300 €
Siret :
06980953900025
A.P.E 552 C

Forme juridique : S.A
5, avenue draio de la mare
13620 CARRY LE ROUET
RCS 71 B 117 AIX EN PROVENCE
Exercice social : du 01/01/2008 au 31/12/2008
tel : 04.42.44.75.75

1 - ACTIVITE ET RESULTAT COMPARES DE L EXERCICE 2008

	Exercice 2008	Exercice 2007
Chiffre d'affaire (hors taxes) :		
Ventes produits finis	3734	3592
Ventes prestations de service		
Autres produits liés à l'exploitation (production stockée- production immobilisée-subvention d'exploitation)		
	3734	3592
A déduire		
Charges d'exploitation :		
Achats et variation des stocks de marchandises et de matières premières	0	0
Autres charges externes	2086	1866
Impôts	352	446
Charges de personnel	777	795
Autres charges	8	8
Dotations aux amortissements techniques et provision liées à l'exploitation (nettes)	473	375
	3696	3490
Résultat d'activité et d'exploitation	38	102
Quote-part de résultats des opérations faites en commun ou à comptabilité autonome	-7	-13
Produits financiers et plus values réalisées	188	166
Charges financières	-7	-22
Dotations et reprises de charges financières calculées	-194	7
	18	240
Résultat courant	18	240
Produits et charges exceptionnels (nets) Plus ou moins-values de cession et autres éléments externes Plus ou moins-values d'évaluation calculées (provisions et reprises) Dotations aux amortissements dérogatoires et provision règlementées (Et reprises)	282	77

Résultat d'entreprise
Provision pour impôt ou impôt sur sociétés
Provision pour participation des salariés

	282	77
	300	317
	114	135
Résultat net	186	182

ORIGINES

REPORT A NOUVEAU ANTERIEUR 839480
RESULTAT DE L EXERCICE 186362
Dont résultat courant après impôts
PRELEVEMENT SUR LES RESERVES

TOTAL 1025842

AFFECTATIONS

RESERVE LEGALE 5 % 9318
RESERVE SPECIALE DES PLUS VALUES A LONG TERME 0
AUTRES RESERVES 0
DIVIDENDES 133770
AUTRES REPARTITIONS 0
REPORT A NOUVEAU 882754

TOTAL 1025842

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 7 580 057 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 4 273 921 euros et un total charges de 4 087 559 euros, dégageant ainsi un résultat de 186 362 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2008 et finit le 31/12/2008.
Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée de leur coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

ANNEXE - Elément 2

Immobilisations

Etat exprimé en euros	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2008
		Augmentations		Diminutions		
Frais d'établissement et de développement						
Autres	304 761					304 761
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	304 761					304 761
Constructions sur sol propre	2 492 111					2 492 111
Terrains sur sol d'autrui	1 247 568		1 247 568		1 247 568	1 247 568
instal. agencet aménagement	4 551 541		501 807			5 053 348
	1 501 543					1 501 543
Matériel de transport	121 770					121 770
Matériel de bureau, mobilier	25 010		7 085			32 095
Instal., agencement, aménagement divers						
Instal technique, matériel outillage industriels						
Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles en cours						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 939 543		1 756 460	1 247 568		10 448 435
Emballages récupérables et divers						
Autres titres immobilisés	205 384					205 384
Autres participations						
Prêts et autres immobilisations financières						
Participations évaluées en équivalence						
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	205 384					205 384
TOTAL	10 449 688		1 756 460	1 247 568		10 958 580

ANNEXE - Elément 3

Amortissements

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice au		Amortissements 31/12/2008
		Dotations	Diminutions	
Etat exprimé en euros				
Frais d'établissement et de développement				
Autres	23 962	227		24 189
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	23 962	227		24 189
Constructions sur sol propre	1 198 106	1 204 847	1 198 106	1 204 847
Terrains sur sol d'autrui				
instal. agencement aménagement	2 228 521	431 629		2 660 150
	1 420 720	22 526		1 443 246
Autres Instal., agencement, aménagement divers				
Instal technique matériel outillage industriels	87 942	8 156		96 098
Matériel de bureau, mobilier	23 472	1 660		25 131
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 958 760	1 668 818	1 198 106	5 429 472
TOTAL	4 982 722	1 669 045	1 198 106	5 453 661

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires					
	Dotations			Reprises		
	Différentiel de degré de degré de	Amort. fiscal	Différentiel de degré de degré de	Amort. fiscal	exceptionnel	Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement						
Autres immobilisations incorporelles						
TOTAL IMMOB INCORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre						
Instal. technique matériel outillage industriels						
Instal générales Agencement aménagement divers						
Matériel de transport						
Matériel de bureau, informatique, mobilier						
Emballages récupérables, divers						
sur sol d'autrui						
TOTAL IMMOB CORPORELLES						
Frais d'acquisition de titres de participation						
TOTAL						
TOTAL GENERAL NON VENTILE						

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2008
Reconstruction gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissement					
Provisions pour hausse des prix					
Provisions pour amortissements dérogatoires					
Provisions fiscales implant. étranger avant 1.1.92					
Provisions fiscales implant. étranger après 1.1.92					
Provisions fiscales pour prêts d'installation					
Provisions autres					
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Pour litiges					
Pour garanties données aux clients					
Pour pertes sur marchés à terme					
Pour amendes et pénalités					
Pour pertes de change					
Pour pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
Autres		38 767	30 863	28 681	40 949
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		38 767	30 863	28 681	40 949
Sur immobilisations	incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					
Autres		114 324	202 957	8 669	308 612
PROVISIONS POUR DEPRECIATION		114 324	202 957	8 669	308 612
TOTAL GENERAL		153 092	233 819	37 350	349 562
Dont dotations et reprises	- exploitation - financières - exceptionnelles		30 863 202 957	28 681 8 669	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2008	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Prêts (1) (2)				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients		13 001	13 001	
Personnel et comptes rattachés		400	400	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices		124 205	124 205	
Taxes sur la valeur ajoutée		57 688	57 688	
Autres impôts, taxes versements assimilés				
Divers		28 395	28 395	
Débiteurs divers		10 166	10 166	
Groupe et associés (2)				
Charges constatées d'avances				
TOTAL DES CREANCES		233 855	233 855	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

	31/12/2008	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	78 112	78 112		
Fournisseurs et comptes rattachés	154 544	154 544		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	54 693	54 693		
Impôts sur les bénéfices	114 598	114 598		
Taxes sur la valeur ajoutée	1 664	1 664		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	156 902	156 902		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	136 446	136 446		
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES	696 959	696 959		
(1)				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)				
Emprunts souscrits en cours d'exercice				

ANNEXE - Elément 6.01

Plusieurs postes du Bilan

Etat exprimé en euros	31/12/2008	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation	Dettes, créances représentées par effets de commerce
Bilan Actif				
<p>Capital souscrit non appelé</p> <p>Actif immobilisé</p> <p>Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles Avances, acomptes sur immobilisations corporelles Participations Créances sur participations Prêts</p> <p>Autres immobilisations financières Autres titres immobilisés</p> <p>Actif circulant</p> <p>Avances, acomptes versés sur commandes Clients et comptes rattachés Autres créances Capital souscrit appelé non versé Valeurs mobilières de placement Disponibilités</p>				
Bilan Passif				
<p>Dettes</p> <p>Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes envers établissements de crédits Emprunts et dettes financières divers Avances, acomptes versés sur commandes</p> <p>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Dettes sur Autres Emprunts et dettes sur immobilisations et comptes rattachés</p>				

--

ANNEXE - Elément 6.03
ORGATEC - CPECF

Frais d'établissement

Etat exprimé en euros	31/12/2008	Valeur nette	Taux amortissement
Frais de constitution Frais de premier établissement Frais d'augmentation de capital			
TOTAL			

--

ANNEXE - Elément 6.04

Frais de recherche

Etat exprimé en euros	31/12/2008	Montant	Recherche fondamentale	Recherche appliquée	Développement
Dép. R & D sans contrepartie spécifique - N'entrant pas dans le cadre commande client - En fonction de clients potentiels					
Dép. R & D avec contrepartie spécifique - Autres clients - Clients étrangers Etat collectivités publiques					
TOTAL					
Autres dépenses de R & D - Cotisations parafiscales - Subventions versées - Acquisition résultats recherche					
TOTAL					
TOTAL GENERAL					
Dont inscrit au compte 203 du bilan					

ANNEXE - Elément 6.05
ORGATEC - CPECF

Fonds Commercial

	31/12/2008	Observations
Achetés avec protection juridique Eléments acquis du fonds de commerce Fonds commerciaux réévalués Fonds commerciaux reçus en apport	278 981	
TOTAL	278 981	

ANNEXE - Elément 6.05
ORGATEC - CPECF

Fonds Commercial

Etat exprimé en euros	31/12/2008	Observations
Achetés avec protection juridique Eléments acquis du fonds de commerce Fonds commerciaux réévalués Fonds commerciaux reçus en apport	278 981	
TOTAL	278 981	

--

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros 31/12/2008

Total des Produits à recevoir		28 395
Autres créances		28 395
<i>ETAT TAXE PROFESSIONNELLE</i>	28 395	

ANNEXE - Elément 6.10
ORGATEC - CPECF

Produits à recevoir (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2008	31/12/2007	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients				
Autres créances	28 395		28 395	
TOTAL	28 395		28 395	

--

Produits à recevoir (détail)
au 31/12/2008

Libellé	Montant
Totalisation	

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros 31/12 2008

Total des Charges à payer		182 018
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		25 116
<i>FOURNIS.FACT.NON PARVENUE</i>	<i>25 116</i>	
Dettes fiscales et sociales		156 902
<i>ETAT CHARGES A PAYER</i>	<i>58 684</i>	
<i>REDRESSEMENT FISCAL</i>	<i>73 214</i>	
<i>PROV REDRESSEMENT URSSAF</i>	<i>25 004</i>	

ANNEXE - Elément 6.11
ORGATEC - CPECF

Charges à payer (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2008	31/12/2007	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 116	22 724	2 392	10,53
Dettes fiscales et sociales	156 902	145 297	11 605	7,99
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes				
TOTAL	182 018	168 021	13 997	8,33

--

Charges à payer (détail)
au 31/12/2008

Libellé	Montant
Totalisation	

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

Etat exprimé en euros	31/12/2008	Nombre	Val. Nominale	Montant
	Du capital social début exercice			
Emises pendant l'exercice			0,0000	
Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
Du capital social fin d'exercice				2 913 300,72

--

ANNEXE - Elément 6.17

Ventilation du Chiffre d'affaires

Etat exprimé en euros 31/12/2008

Chiffre d'affaires par secteur d'activité		3 733 670
Production vendue Services		3 733 670
<i>LOCATION SALLE RESTO</i>	30 936	
<i>RECETTE LOCATION BOUTIQUE</i>	1 359	
<i>RECETTE MACHINE A LAVER</i>	8 224	
<i>RECETTE CARAVANING</i>	3 555 623	
<i>RECETTE PARKING</i>	105 074	
<i>RECETTE PARKING EXON</i>	31 885	
<i>RRR S/PREST.SERV.(FRANCE</i>	570	
Chiffre d'affaires par marché géographique		3 733 670
Chiffre d'affaires FRANCE		3 733 670
<i>LOCATION SALLE RESTO</i>	30 936	
<i>RECETTE LOCATION BOUTIQUE</i>	1 359	
<i>RECETTE MACHINE A LAVER</i>	8 224	
<i>RECETTE CARAVANING</i>	3 555 623	
<i>RECETTE PARKING</i>	105 074	
<i>RECETTE PARKING EXON</i>	31 885	
<i>RRR S/PREST.SERV.(FRANCE</i>	570	

ANNEXE - Elément 6.18
ORGATEC - CPECF

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Etat exprimé en euros	31/12/2008	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT		18 137		18 137
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)		282 823		282 823
RESULTAT COMPTABLE		300 960		300 960

(1) après retraitements fiscaux.

--

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros		31/12/2008
Rémunérations des membres :		
- des organes d'administration		165 648
- des organes de direction		
- des organes de surveillance		

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

ANNEXE - Elément 12

ANNEXE - Eléments 13
ORGATEC - CPECF

Effectif moyen

	31/12/2008	Interne	Externe
Cadres & professions intellectuelles supérieures		1	
Professions intermédiaires			
Employés		14	
Ouvriers			
TOTAL		15	

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros	
	31/12/2008
Rémunérations des membres :	
- des organes d'administration	165 648
- des organes de direction	
- des organes de surveillance	

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

ANNEXE - Elément 12

ORGATEC - CPECF

ANNEXE - Elément 13
ORGATEC - CPECF

Effectif moyen

Etat exprimé en euros		31/12/2008	Interne	Externe
	Cadres & professions intellectuelles supérieures		1	
	Professions intermédiaires			
	Employés		14	
	Ouvriers			
	TOTAL		15	

--

ANNEXE - Elément supplémentaire

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros 31/12/2008	
Total des produits exceptionnels	314 230
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	314 230
<i>AUTRES PROD.EXCEP.GESTION</i>	<i>310 280</i>
<i>PDTS EXERCICES ANTERIEURS</i>	<i>3 951</i>
Total des charges exceptionnelles	31 407
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	31 407
<i>CHARG.EXCEP.S/OPERAT.GEST</i>	<i>4 081</i>
<i>PENALITES ET AMENDES</i>	<i>25 004</i>
<i>AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES</i>	<i>200</i>
<i>CHGES S/EXERC.ANTERIEURS</i>	<i>2 173</i>
RESULTAT EXCEPTIONNEL	282 823

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices

(articles R. 225-102 du Code de commerce)

Etat exprimé en euros

	31/12/2004	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008
CAPITAL en Fin d'exercice					
Capital social	2 913 301	2 913 301	2 913 301	2 913 301	2 913 301
Nombre d'actions ordinaires	1 911 000	1 911 000	1 911 000	1 911 000	1 911 000
Nbre d'actions dividende prioritaire sans droit de vote					
Nombre maximal d'actions à créer :					
- Par conversion d'obligation					
- Par droit de souscription					
OPERATIONS et RESULTAT					
Chiffre d'affaires (hors taxes)	2 808 113	2 908 864	3 276 645	3 591 844	3 733 670
Résultat avant impôts, participations dotations aux amorts et prov.	136 534	574 965	527 240	685 847	968 369
Impôts sur les bénéfices	40 120	89 980	90 863	135 315	114 598
Participation des salariés					
Résultat après impôts, participation, dotations aux amorts et provisions	136 554	165 363	160 740	182 431	186 362
Résultat distribué	133 770	133 770	133 770	133 770	133 770
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amorts et prov.					
Résultat après impôts, participation, dotations aux amorts et provisions					
Dividende attribué					
PERSONNEL					
Effectif moyen salarié	16	16	16	16	16
Montant de la masse salariale	511 484	534 719	587 026	583 177	615 650
Montant des sommes versées en avantages sociaux	215 648	213 291	236 701	212 308	161 124

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Flux de trésorerie liés à l'activité	MONTANT
Résultat net [des sociétés intégrées (1)]	140
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :	
- Amortissements et provisions	236
- Variation des impôts différés	0
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	0
- Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence (1)	0
Marge brute d'autofinancement [des sociétés intégrées (1)]	0
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence (1)	0
Variation du besoin en fonds de roulement liés à l'activité	68
Flux net de trésorerie généré par l'activité	444
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	
Acquisitions d'immobilisations	-356
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	0
Incidence des variations de périmètre (1)	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-356
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	
Dividendes versés aux actionnaires [de la société mère (1)]	-133
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées (1)	0
Augmentations de capital en numéraire	0
Emissions d'emprunts	0
Remboursements d'emprunts	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-133
Variation de trésorerie	-45
Trésorerie d'ouverture	2064
Trésorerie de clôture	2019
VARIATION TRESORERIE	-45

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
POUR LA PROCHAINE ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES
ACTIONNAIRES
DU MARDI 30 JUIN 2009 A 15 HEURES.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires, nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Ordinaire conformément à la loi et à l'article 23 des statuts afin de vous soumettre les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2008.

Globalement le chiffre d'affaire net s'est élevé à 3 733 670. € contre 3 591 844. € en 2007, soit une augmentation de 3.95 %.

Pour le CARAVANING :

Le chiffre d'affaire HT s'est élevé à 3 555 623. € au lieu de 3 422 803. € en 2007 soit une augmentation de 3.88 %.

Pour le BAR - RESTAURANT :

Nous avons loué la salle du bar-restaurant pour 30 936. € pour la saison juillet - août.

Pour le PARKING CANEBIERE :

Les recettes soit 136 959. € au lieu de 121 422. € en 2007 ont augmenté de 12.80 %.

Pour notre participation du GROUPEMENT FORESTIER DE THIVERNOUX :

Je vous rappelle qu'il s'agit d'un investissement forestier à long terme (réserve foncière). La gestion génère très peu de frais : 6 989. € et notre quote-part de perte comptable s'élève à 6 989. €.

Pour notre PORTEFEUILLE TITRES :

La valeur comptable globale s'élève à 2 127 277 € et après provision d'un montant de 308 612 €, la valeur nette comptable de nos titres s'élève à 1 818 665 €. Toutefois l'évaluation de notre portefeuille au 31/12/08 est de 2 784 377 € (inventaire ci-annexé). La plus-value latente s'élevant à 657 100 €. Au 31/03/09 la valeur de notre portefeuille s'élevait à 2 202 570 €.

Pour l'exercice 2008, la dotation aux provisions a été de 202 957 € et la reprise a été de 8 669 € pour porter la provision sur titres à 308 612 € au lieu de 114 324 € en 2007.

Les cessions de l'exercice se sont soldées par une plus-value globale de 112 474 €. contre une plus-value de 44 202 € en 2007.

Les produits financiers nets se sont élevés à 75 214 €, le résultat financier global s'élevant à - 13 188 € contre + 151 731 € en 2007, soit un écart négatif de 164 919 €.

OBLIGATIONS D'INFORMATION

- En matière d'environnement et de règles sanitaires et sociales la société remplit toutes les obligations légales (traitement des eaux, piscines, etc...).
- En application de l'article L 225-102-1 du code de commerce nous vous indiquons les rémunérations de toute nature versées au cours de l'exercice

Salaires et avantages

Marie-Catherine SULITZER PDG

195 367

- Liste des mandats exercés

Madame Marie-Catherine SULITZER est PDG de la société Michelet II

PERSPECTIVES :

La fréquentation du caravaning a été en baisse au 1^{er} trimestre compte tenu de la baisse d'activité industrielle dans la région, car hors saison nous travaillons en majorité avec les ouvriers. En ce qui concerne les réservations pour la saison, elles sont comparables à celles de l'an passé.

Quand à notre portefeuille titres il suit bien entendu les marchés et bien qu'il ait évolué de façon correcte sur l'exercice, l'année 2009 sera compte tenu des perspectives actuelles vraisemblablement en baisse boursière.

Quand à vos terrains de Carry le Rouet, en ce qui concerne le PLU, il est toujours à l'étude et à ce jour nous ne pouvons malheureusement pas vous en dire plus.

Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2008, se traduisent par un bénéfice comptable de 186 362. € contre 182 431. € en 2007 . Après avoir reçu toutes explications concernant ces comptes, le Conseil d'Administration les approuve à l'unanimité.

La Présidente propose de distribuer le même dividende que l'année précédente soit 133.770 € soit 0,07€ par action du fait du report à nouveau disponible soit 888 754 € et des possibilités de distribution en franchise d'impôts.

ANALYSE DES COMPTES ANNUELS (en euros).

1) ACTIF ET PASSIF :

La structure de notre bilan se présente ainsi :

Le total général s'élève à 7 580 057 contre 7 476 798 en 2007.

La situation nette s'élève à 6 842 149 contre 6 789 557 en 2007.

2) LE COMPTE DE RESULTATS :

fait apparaître les principales caractéristiques ci-après :

- Le chiffre d'affaire global s'élève à 3 733 670 contre 3 591 844 en 2007.

- Le résultat d'exploitation après dotation aux amortissements de 501 802 €, s'élève à +38 314 contre +101 267 en 2007, avec une dotation aux amortissements de 501 802 €. Le montant global des charges d'exploitation non déductibles s'élevant à 77 269.

- Le résultat financier est négatif de -13 187 contre +151 731 en 2007.

- Le résultat courant s'élève à +18 137 contre +240 259 en 2007.

- Le résultat exceptionnel s'élève à +282 823 contre +77 486 en 2007.

ENFIN L'EXERCICE SE SOLDE PAR UN BENEFICE COMPTABLE DE 186 362 CONTRE UN BENEFICE COMPTABLE DE 182 431 EN 2007.

RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes de l'exercice 2008 se soldant par un bénéfice de 186 362 €.

Au cours des trois derniers exercices, il avait été décidé de distribuer :

2005	133 770 €.
2006	133 770 €.
2007	133 770 €.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter la somme de 186 362 €. en report à nouveau. Elle décide de prélever sur le report à nouveau :

- 9 318. €. pour la réserve légale de 5%
- 133 770. €. pour distribuer un dividende de 0.07 €par action.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus entier et définitif aux Administrateurs pour leur gestion au cours de l'année et fixe les jetons de présence pour cet exercice à 8 000. €.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées par l'article L 225-38 du Code de Commerce, déclare expressément approuver ces conventions.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire renouvelle le mandat d'administrateur de Madame Marie Catherine SULITZER. Madame Marie Catherine SULITZER exercera cette fonction jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire renouvelle le mandat d'administrateur de Monsieur Philippe RICHARD. Monsieur Philippe RICHARD exercera cette fonction jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

SEPTIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts et faire toutes publications.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 17 heures.

-=-=-=-=-=-

RAPPORT DU PRESIDENT SUR LE FONCTIONNEMENT
DU CONSEIL ET LE CONTROLE INTERNE

Exercice clos le 31/12/2008

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L. 225- 37, alinéa 6 du Code de commerce, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- Des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008.
- Des procédures de contrôle interne mises en place par la société.
- De l'étendue des pouvoirs de la direction générale.

- **Préparation et organisation des travaux du conseil d'administration**

Votre conseil d'administration est composé de 6 membres.

Les statuts prévoient que le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Au cours de l'exercice écoulé, votre Conseil d'administration s'est réuni une seule fois pour l'arrêté des comptes annuels et l'examen des perspectives économiques et financières de l'entreprise.

Conformément aux statuts, les administrateurs se sont réunis sur convocation du président par simple lettre.

Le Commissaire aux comptes a été convoqué à la réunion du conseil qui a examiné et arrêté les comptes annuels, conformément à l'article L. 225- 238 du Code de commerce.

La réunion du conseil d'administration s'est déroulée au siège social et un procès-verbal a été établi et communiqué sans délai à tous les administrateurs.

Notre société possède une seule filiale, à savoir le Groupement Forestier de Tivernoux qui n'a pas d'activité ce qui ne nécessite pas de consolidation.

- **Procédure de contrôle interne**

Notre société exerce une activité de camping-caravaning et de gestion de portefeuille titres.

Notre société ne possède pas de service de contrôle interne. En revanche la comptabilité est tenue sur place et il en résulte que des procédures de contrôle interne et notamment la procédure caisse est en train d'être mise en place pour un meilleur formalisme des encaissements des recettes espèces. La comptable n'a pas la signature bancaire et il existe une séparation des tâches et fonctions dans l'entreprise.

- Pouvoir du Président directeur général et des directeurs généraux délégués

J'ai été désigné en qualité de Président par le Conseil d'administration.

En application de l'article 17 des statuts j'ai proposé que la direction générale de la société soit assumée par le Président du conseil d'administration, ce qui a été accepté par le conseil d'administration.

Fait à Carry le Rouet le 28 avril 2009.

Le Président du Conseil d'administration.

Attestation du rapport financier annuel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour l'année écoulée sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport annuel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes.

Marie Catherine SULITZER
P.D.G.

**FINANCIERE ET IMMOBILIERE DE
L'ETANG DE BERRE ET DE LA MEDITERRANEE**

Société Anonyme

Au capital de 2 913 300 €

5 Avenue Draïo de la Mar

13620 CARRY LE ROUET

**RAPPORT GENERAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs Les Actionnaires,

En exécution de la mission qui m'a été confiée, je vous présente mon rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008 sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société SA FIEBM tels qu'ils sont joints au présent rapport et faisant ressortir un bénéfice de 186 362 € (cent quatre vingt six mille trois cent soixante deux euros)
- La justification des appréciations
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il m'appartient, sur la base de mon audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels :

J'ai effectué mon audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

J'estime que mes contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations :

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code du Commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations auxquelles j'ai procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de ma démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

.../...

III. Vérifications et informations spécifiques :

J'ai également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications prévues par la loi.

Identité des personnes détenant le capital :

En application de la loi, je porte à votre connaissance les informations suivantes :

Les mentions concernant les détenteurs du capital visées à l'article L.223.13 du Code du Commerce sont les suivantes :

	2007	2008
Monsieur Roland SULITZER	Plus du tiers	Plus du tiers

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

AIX EN PROVENCE
Le 14 mai 2009

Didier IVARRA
Commissaire aux Comptes

**FINANCIERE ET IMMOBILIERE DE
L'ETANG DE BERRE ET DE LA MEDITERRANEE**

Société Anonyme

Au capital de 2 913 300 €

5 Avenue Draïo de la Mar

13620 CARRY LE ROUET

**RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Exercice clos le 31 décembre 2008

SA F.I.E.B.M.

Exercice clos le 31 décembre 2008

A Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En ma qualité de Commissaire aux comptes de votre société, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

En application des articles L 225-40 du Code de commerce, j'ai été avisé des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne m'appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont j'ai été avisé, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

I – Conventions nouvelles conclues au cours de l'exercice

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention réglementée conclue au cours de l'exercice et visée à l'article L 225-40 du Code de commerce.

II – Convention antérieure dont l'exécution s'est poursuivie

En application du décret du 23 mars 1967, j'ai été informé que l'exécution de la convention suivante, approuvée au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice :

Prestations de services facturées à la S.A MICHELET II :

En rémunération de l'intervention de votre société pour la gestion administrative et comptable de la S.A MICHELET II, votre société a facturé à celle-ci au titre de l'année 2008, une somme de 2 000 € hors taxes.

J'ai effectué mes travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

AIX EN PROVENCE
Le 14 mai 2009

Didier IVARRA
Commissaire aux Comptes

**FINANCIERE ET IMMOBILIERE DE
L'ETANG DE BERRE ET DE LA MEDITERRANEE**

Société Anonyme

Au capital de 2 913 300 €

5 Avenue Draïo de la Mar

13620 CARRY LE ROUET

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES ETABLI EN APPLICATION DU DERNIER ALINEA DE
L'ARTICLE L.225-235 DU CODE DE COMMERCE SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL**

D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE **FIEBM**

**POUR CE QUI CONCERNE LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE RELATIVES A
L'ELABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE**

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En ma qualité de commissaire aux comptes de la société **FIEBM** et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, je vous présente mon rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le **31 décembre 2008**

Sous la responsabilité du conseil d'administration, il revient à la Direction de définir et de mettre en œuvre des procédures de contrôle interne adéquates et efficaces. Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il m'appartient de vous communiquer, les observations qu'appellent de ma part les informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

J'ai effectué mes travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- Prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- Prendre connaissance de la documentation sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de mes travaux, je n'ai pas d'observation à formuler sur la description des procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

AIX EN PROVENCE
Le 14 mai 2009

Didier IVARRA
Commissaire aux Comptes